



Après les diverses interventions entendues ce 6 août 2010 au Palais d'Etat d'Iavoloha, dans le cadre de la rencontre entre le Président de la Haute autorité de la transition, Andry Rajoelina, et plus d'une cinquantaine de chefs de parti politique, celui-ci a pris la parole en dernier. Voici la traduction de ses déclarations :



[**CLIQUEZ SUR LA PHOTO POUR ECOUTER LA VERSION MALGACHE**](#)

Traduction de la vidéo ci-dessus :

La première chose que je vais vous dire est que dialoguer et s'entretenir constituent toujours une bonne chose. Et s'il existe des problèmes inhérents à tout un chacun, surtout dans le domaine de la politique, rien ne vaut le rapprochement et le dialogue. Je pense qu'avec cette présence massive aujourd'hui, les politiciens [malgaches] ont franchi un grand pas en avant. Je salue cette rencontre de ce jour entre vous, entre nous Ce grand pas en avant devrait faire la fierté de tous les politiciens. Car ce n'est un secret pour personne de dévoiler que le peuple malgache est totalement déçu par leurs politiciens. Nous en sommes pleinement conscients. Plus encore, beaucoup sont ceux qui n'espèrent vraiment plus rien du tout des politiciens. Or, c'est à propos du peuple, justement, que nous avons discuté aujourd'hui. Aussi, si tant est que

nous avons une once d'empathie envers ce peuple, qu'est-ce qui nous empêche alors d'arrêter les dates concernant les futures élections ? Ce qui est d'ailleurs inscrit dans cet accord politique de base que j'ai sous les yeux.

Ce que le peuple attend de nous c'est de savoir quand aurons lieu ces élections. Pourquoi ne pourrions-nous pas nous entendre, étant donné que ce sont surtout les politiciens qui seront candidats à ces élections ? Est-ce que les politiciens ne pourront jamais tomber d'accord pour sortir un calendrier commun sur la tenue de la Conférence nationale et des élections ? Voilà ce qui doit faire l'objet réel de nos préoccupations. Le reste, c'est-à-dire le partage ou non de la gestion de la transition,, pourra être discuté après, selon les vrais intérêts de la Nation. Pour le moment, nous les politiciens, nous devons nous pencher sérieusement pour connaître les vraies causes de tous les problèmes [politiques] traversés par le pays [depuis 50 ans] : la Constitution, la manière des politiciens d'être parvenus à un haut poste de responsabilité. J'ai donné un exemple jamais vécu au sein de ce pays. J'aurai bien pu m'accrocher à ce fauteuil du pouvoir, « pour le bien de la patrie ». Mais je suis conscient que notre pays doit être dirigé par l'alternance.

Le constat que j'ai dégagé lors des présentes discussions est que la majorité des politiciens ont passé leur temps à cracher leur mécontentement. Or, durant ces sept dernières années, beaucoup n'ont pas participé aux différentes élections. Pur quelles raisons ? tout simplement parce que tout n'était que mascarade électorale. Aujourd'hui, nous sommes conscients de la nécessité de dialoguer, de s'échanger les idées et nous en avons la volonté de le faire sans préjugés. Ce, pour mettre en place un système électoral transparent et équitable. Ici, j'utiliserai un des arguments de que j'ai entendu tout à l'heure : les politiciens doivent avoir le cran de se présenter aux futures élections, s'ils prétendent être de vrais politiciens. Je salue donc particulièrement le parti Tim [fondé par Marc Ravalomanana] pour sa représentativité sinon sa présence parmi nous, aujourd'hui. Si le parti Tim est bien ici, ce la signifie qu'il est prêt à s'aligner sur le starting block des élections à venir. Chaque parti devrait suivre cet exemple.

A partir de cette volonté, je pense qu'il est donc important pour nous de nous pencher ensemble sur la révision de la Constitution, la solution la meilleure pour qu'il n'y ait plus de crise cyclique dans notre pays. Nous devons extirper les vraies racines qui ont amené à tous ces abus de pouvoir que notre nation a connu et vécu. Je vais vous donner un exemple, dans le domaine de la gouvernance. Tous les dirigeants qui se sont succédés depuis ont eu une vision très personnelle dans la manière d'emprunter des fonds à l'extérieur. Mais au final, ce sont des dettes se chiffrant en milliards [de dollars] qu'ont hérité les générations présentes. Notre priorité est donc de chercher et trouver le meilleur moyen pour que cela ne se reproduise plus et pour que l'opinion publique malgache soit au courant de la manière de gouverner des dirigeants à venir. La CENI (Commission électorale nationale indépendante) vient d'être mis en place, ce qui est un bon début. Ainsi, ce n'est plus à l'Etat que revient l'organisation du processus

électoral. Comment étoffer cette CENI ? Nous pouvons en discuter. Comment améliorer la couverture territoriale pour que dans chaque bureau de vote, chaque candidat possède un représentant ? Qu'est-ce qui nous empêche de nous concentrer sur ces facteurs indéniable de transparence ?

Ici, j'attire votre attention sur le fait que, lorsque c'était l'Etat qui organisait les élections, les bulletins de certains candidats n'atterrissaient jamais dans de nombreux bureaux de vote à travers le pays [surtout ceux des « opposants »]. Ça r c'était l'Etat qui se chargeait de la répartition de ces bulletins. Actuellement, nous sommes tous tombés d'accord sur l'utilisation du bulletin unique, garant de l'égalité de chance de tous les candidats sans exclusive. Concernant cet accord de base que j'ai sous les yeux : je ne peux me prononcer ni négativement ni positivement. Je tiens plutôt à vous rappeler que des accords politiques, il y en a eu. La répartition des postes avait même été clairement arrêtée. A l'époque, il était question de mouvances. Actuellement, il existe une demande forte pour un remaniement gouvernemental. Or, depuis le mois d'août de l'an dernier, rien de tout cela n'a été possible pour diverses raisons. Aussi, si vraiment nous les politiciens, sommes conscients que le peuple souffre le martyre ; si nous sommes conscients que nous devons avancer vers la Ive république, il faut que nous tombions d'accord sur un calendrier électoral établi communément.

A mon avis, il est primordial que la période de transition prenne fin dans les meilleurs des délais. Voyez l'exemple de la Côte d'Ivoire : le partage du pouvoir a amené à cinq ans de transition. Ayant débuté en 2005, ce n'est qu'hier (5 août) qu'il a été décidé que des élections y seront organisées en octobre prochain. Je ne suis pas d'accord si c'est cet exemple que nous voulons suivre car ce n'est pas non plus ce que le peuple, les citoyens attendent de nous. Mais je suis d'accord sur toutes les discussions et échanges d'idées que nous aurons dans le cadre de tous les accords que nous voudrions. Mais, auparavant, nous devons tomber d'accord sur les dates de la Conférence nationale, des élections. Et cela ne peut attendre une semaine, un mois. C'est une question de jours. Ce n'est après seulement que nous nous pencherons sur cet accord politique. Je le répète encore : penchons-nous d'abord sur les intérêts du peuple malgache qui attend impatiemment les élections. Lesquelles tout un chacun se doit d'avoir la volonté d'affronter. Voilà les suggestions que je souhaitais partager à tous. J'ajouterai aussi, en reprenant les termes d'un de nos amis politiciens, tout à l'heure. Il n'y aura aucun accord viable tant que nous ne nous entendrons pas tous, pour être au même diapason ; il n'y aura aucun accord viable sans l'acceptation du pouvoir de transition ; il n'y aura aucun accord viable si nous tous ne l'acceptons pas. Quoi qu'il en soit, nous sommes tous d'accord sur le fait que nous Malgaches entre nous, nous pouvons trouver des solutions à nos problèmes propres. Aussi, je demeure confiant de la suite de notre dialogue. Que nous le voulions ou non, il appartient aux politiciens d'être les acteurs actifs dans la conduite des affaires de la Nation. Il est temps de cesser de donner de fausses illusions au peuple malgache. Osez vous présenter aux élections à venir. Ensuite, nous nous pencherons sur ce qui est compatible avec les réalités du moment, avec les aspirations de tout un chacun, dans cet accord politique qui devra être réactualisé. Donnons-nous rendez-vous mercredi qui vient [11 août 2010, après d'autres

rencontres du genre, les 9 et 10 août].

Transcription et traduction : Jeannot RAMAMBAZAFY